

COMPTE RENDU DE LA CONFÉRENCE « Populismes, démocratie, Europe »

(en ligne et en présentiel restreint)

le 29 Septembre 2020

La présidente de séance, **Catherine Vieilledent**, présente rapidement le Groupe Europe et les groupes coorganisateurs, la Plateforme citoyenne, ainsi que la revue partenaire GRASPE¹. George Vlandas rappelle qu'il s'agit d'un média principalement francophone, qui est envoyé à plus de 70 000 personnes partout dans le monde et qui s'adresse surtout aux fonctionnaires européens.

La conférence part de la question « Comprendre le populisme ». Certes, ce courant politique résulte d'une colère et de revendications légitimes, mais il constitue également un fonds de commerce pour ceux qui le pratiquent.

Après le délitement progressif du consensus européen, et des décennies d'opacité, l'Europe s'est réveillée avec un grand plan de relance de 750 milliards d'euros, plus conséquent que celui de la FED qui avait débloqué 500 milliards d'euros pour la crise. Les blocages vieux de plusieurs décennies ont été levés.

Tout cela pourrait bien représenter le retour d'une réelle dynamique européenne. On ne peut donc laisser les populations confinées dans leur micro espace local ou familial, abandonnées à la révolte identitaire, anti élites, anti système. Il faut au contraire s'éveiller au potentiel de réforme, raviver le débat démocratique en Europe, et redonner confiance aux citoyens.

Trois intervenants ont été conviés pour tenter de répondre à ces interrogations :

- **Lewis Dijkstra, Economic and Policy Analyst, Direction Générale de la Politique régionale et urbaine (DG REGIO)**
- **Jérôme Creel, économiste à l'OFCE et professeur à ESCP**
- **Marie-Hélène Caillol, présidente du Laboratoire Européen d'Anticipation Politique (LEAP)**

¹ Groupe de Réflexion sur l'Avenir du Service Public Européen www.graspe.eu

Lewis Dijkstra² rappelle la montée en puissance des partis populistes en Europe. Ainsi, le vote pour des partis en opposition forte, modérée ou faible à l'intégration européenne a presque doublé en 10-20 ans. Désormais, près d'un vote sur quatre va à l'encontre de l'intégration européenne, ou en tout cas à un parti qui porte ces idées. Cette tendance à la perte de confiance s'observe presque partout, y compris en Finlande, en Allemagne... Toutefois, le Brexit aurait découragé les partis eurosceptiques de proposer de sortir de l'UE, constatant les difficultés actuelles du Royaume-Uni.

Il se lance ensuite dans une analyse plus précise de la carte des votes eurosceptiques. Il ressort que les villes votent majoritairement en faveur de l'UE : Berlin, Prague, Budapest... Mais les pays dits « riches » sont aussi touchés par ce vote : le Danemark, la Finlande... Même au sein d'un seul pays, les disparités peuvent être fortes, comme en Italie où la différence entre le nord et le sud est particulièrement marquée. Le nord, qui est communément plus riche, vote davantage en défaveur de l'UE, ce qui tend à prouver que les régions au PIB le plus élevé ont aussi tendance à voter eurosceptique.

Des différences fondamentales peuvent aussi être observées entre le vote eurosceptique d'extrême droite et celui d'extrême gauche. Par exemple, une forte migration exogène a tendance à favoriser les votes à l'extrême droite, tandis que le manque de diplômes universitaires peut favoriser les votes à l'extrême gauche.

Il serait donc bénéfique de démontrer que les politiques de cohésion ont ralenti le vote eurosceptique. Il faut que les citoyens sachent exactement quand l'UE investit dans leur région et pourquoi. Bien sûr, l'argent ne fait pas tout et une bonne communication doit être élaborée, claire et simple, pour prouver qu'appartenir à l'UE comporte plus d'avantages que d'inconvénients.

Une question lui est posée pour savoir s'il observe des différences entre les pays qui ont des discours anti-européens, sans nécessairement l'appliquer dans les actes, et ceux qui font le contraire. Il répond qu'il y a certes beaucoup de pays qui jouent sur cette différence : la Pologne ou la Hongrie ont des discours fortement anti-européens alors qu'ils ne le sont pas vraiment dans la réalité. La Pologne par exemple reçoit beaucoup d'argent de l'UE (environ 63 milliards entre 2007 et 2013), les Pays Bas bénéficient beaucoup mais prétendent donner trop.

Une question porte sur l'utilité de constituer une scène vraiment européenne, alors que les Etats membres monopolisent la communication sur l'Europe. Peut-on évaluer l'impact des positions gouvernementales ? Lewis indique que ce n'est pas statistiquement possible.

Une deuxième question interroge le rapport entre le vote gauche/droite en fonction du lieu de résidence (en ville ou en périphérie et dans la campagne). Pourquoi cela ? Il ne semble pas que les fonds européens aient un impact significatif pour la confiance dans l'Union européenne ou pour empêcher une convergence critique de la gauche et de la droite. Il y a au centre des débats la question des services publics de santé et des politiques de santé mises en place pendant les 20 dernières années.

² Une conférence tenue le 9 avril 2019 avait présenté l'étude de M. Dijkstra, co-auteur : *Geography of EU discontent*. L'accent est mis ici sur les conclusions de cette analyse de la montée des partis populistes en Europe.

Mr Dijkstra répond que, à gauche, on est critique mais on veut une meilleure Europe plus sociale, tandis qu'à droite, on est plutôt opposé. L'Europe apparaît dans ce jeu comme le bouc émissaire idéal. Le problème réside aussi dans le fait que lorsqu'elle est attaquée, personne ne réagit, ni le Conseil, ni le Parlement, ni la Commission. Selon lui, les gens ne savent pas à quoi sert l'Europe, donc qu'il est nécessaire de changer sa structure technocratique pour une union plus politique et démocratique.

Le deuxième intervenant était Jérôme Creel qui débute son intervention en parlant de l'euro et de son succès. Si les partis eurosceptiques rejettent l'euro auparavant, ils sont désormais obligés de reconnaître qu'il ne faut pas en sortir. Il faut toujours valoriser les succès de l'UE : il ne suffit donc pas de dire que ça serait compliqué sans l'euro, mais surtout que c'est mieux avec.

Malgré les crises sanitaires, écologiques, géopolitiques..., les politiques continuent à parler des aspects financiers et économiques, avant de parler un peu plus de politique publique et des besoins concrets des citoyens. L'UE a proposé 2000 milliards sur dix ans : il faut le dire et montrer qu'on peut agir si on se coordonne. Il existe une vraie valeur ajoutée européenne.

Pour s'adresser à tous les Européens, il faut leur parler des projets européens plus que nationaux. C'est pourquoi il est nécessaire de commencer à parler d'une politique européenne de santé, surtout pour certains Etats qui n'ont pas les moyens d'avoir une vraie politique de santé publique. De surcroît, une telle politique européenne nous armerait plus efficacement contre une nouvelle pandémie, car nous serions mieux coordonnés en matière d'informations, de logistiques, de moyens hospitaliers concrets...

Il considère alors qu'il faudrait une politique basée sur le capital humain au niveau de la santé, qui pourrait être menée au niveau européen : par exemple, le personnel d'un pays pourrait aller former les autres etc... Pour résumer, il serait positif de rendre les personnels médicaux plus flexibles au niveau européen.

Enfin, Jérôme Creel expose d'autres objectifs concrets qui pourraient redonner aux citoyens européens confiance dans les institutions. Tout d'abord, la décarbonation du continent européen (qui est l'une des promesses phare de la Commission), avec l'aide des nouvelles technologies : électrique, Smart grid, hydrogène vert...

La France a récemment beaucoup investi dans l'hydrogène vert, mais elle aurait dû le faire avec ses voisins car l'UE est là pour assurer l'électrification de l'Europe.

Un objectif à atteindre serait aussi celui de privilégier le transport ferroviaire, en passant à des lignes de chemins de fer ultra rapides qui permettraient de relier les capitales européennes en moins de 4 heures, pour créer une sorte de projet paneuropéen et faire émerger un champion européen du rail, notamment face à la Chine. Il s'agirait de créer un « Airbus du rail ». L'ambition est d'abord d'en parler, pas nécessairement de l'imposer à l'opinion publique.

Un participant évoque l'impact majeur de la crise sur la jeunesse et demande si le potentiel de la technologie n'est pas sous utilisé pour une pédagogie de qualité. Un autre participant observe que les gens comprennent les enjeux et qu'il faut saisir l'actuelle crise comme une chance unique pour créer de l'adhésion au projet. Sur la notion de valeur ajoutée, il note cependant qu'on continue à diminuer le petit budget de la fonction publique européenne, c'est une contradiction.

J. Creel convient qu'il y a eu des sacrifices dans certains secteurs comme l'éducation et la santé, ce qui fait que l'accès à ces deux biens publics est inégal. La réduction des dépenses a été néfaste : il faut aujourd'hui des politiques publiques plus fortes et des investissements pour la santé, la décarbonisation de l'économie et pour l'éducation.

La 3^{ème} intervention est celle de Madame Marine-Hélène Caillol. Elle commence en précisant que son but n'est pas de communiquer pour l'Europe, mais plutôt d'intégrer directement les citoyens dans le système démocratique européen. S'il y a bien un acteur de la vie politique qui doit communiquer, c'est justement le « peuple ». Il n'est pas étonnant que les citoyens soient séduits par les populistes, car ils se sentent plus entendus par eux que par les technocrates européens, concernant leurs problèmes quotidiens.

L'enjeu est donc celui de la participation citoyenne dans la crise actuelle de l'avenir que nous vivons. Par exemple, dans les années 80, les étudiants eux-mêmes ont été des acteurs clés du programme Erasmus, alors qu'ils n'étaient que de « simples citoyens ». Ils ont en quelque sorte inventé le concept « d'eurocitoyen ».

Pour redonner confiance, il faut aussi prendre ses distances avec les solutions du passé que représentent les groupements de pays comme s'il existait des unions dans l'Union (. La solidarité économique par exemple sur le mode ligue hanséatique, ou Empire austro-hongrois.

Il faut donc expliquer aux jeunes et aux désabusés ce que l'Europe fait pour eux, et qu'elle est un bon moyen pour eux d'atteindre leurs objectifs. Tout réside dans l'éducation, donc une proposition est faite de mettre en place un « plan Marshall de l'éducation », qui pourrait redonner un élan à l'éducation en Europe et davantage renseigner les jeunes par rapport à l'UE.

Les fondateurs de l'UE venaient de la génération qui a connu la guerre, puis sont nés les babyboomers, et enfin la génération X qui est apparue au moment de la chute des frontières et de ce qu'on a naïvement appelé la « fin de l'Histoire ». Il s'agit alors de réfléchir à un moyen de rassembler ces générations, et de recréer une intelligence collective de l'avenir, sans attendre que la moitié d'une génération passe. Il faut partir de la question essentielle de « pourquoi on a besoin de l'Europe » et inviter les citoyens à s'impliquer dans les décisions, y compris pour l'utilisation des fonds du plan de relance européen.

A la fin de la présentation, la présidente lui demande ce qu'elle pense de la « conférence sur l'avenir de l'Europe ». Ce à quoi Mme Caillol répond qu'il ne faut pas une conférence, mais plusieurs pour parler des sujets les plus importants. Les problématiques d'aujourd'hui sont globales, et l'Europe doit être un moyen de les améliorer.

Un participant demande si la solution n'est pas de faire jouer les citoyens, par différents moyens, notamment le débat en conférence etc... Les conventions citoyennes organisées en France en 2017 n'ont pas prévu les « gilets jaunes ».

Mme Caillol répond que, oui, l'Europe est technocratique. Il ne faut pas faire vivre les coulisses mais présenter l'Europe comme un moyen d'action. Elle parle également de « serious game », qui est un projet de mise en situation des jeunes dans la scène politique

par des jeux de rôles (journaliste, analyste, décideur). Cela serait d'après elle une des solutions, un laboratoire.

Un participant confirme l'importance d'Erasmus (viser l'Europe concrète et utile) mais s'avoue peu convaincu que le vote eurosceptique (à divers degrés) atteigne 40%.

Marie Hélène juge qu'il faut surtout se soucier de l'indifférence des gens vis-à-vis de l'Europe. Il faut faire exister le niveau européen comme outil décisionnel.

Enfin, la présidente pose une dernière question qui lui a été transmise : Pensez-vous qu'imposer le respect de l'état de droit pour recevoir les aides européennes serait un levier efficace contre ses violations par les soit-disant « démocraties illibérales » ?

J. Creel prend la parole pour répondre : il est évident que certains Etats membres jouent sur la conditionnalité. Lui, qui n'est pas politiste, considère qu'il est important de donner des financements aux Etats, non pas en fonction de leur taille mais bien de leurs besoins réels. Les transferts à destination de l'Espagne par exemple doivent être plus importants qu'à l'Allemagne.

Mais priver les Polonais et les Hongrois de financements européens serait contre-productif. En revanche, les dépenses devraient être strictement contrôlées par la Commission européenne, afin d'être sûr que le budget est correctement alloué. Plutôt que d'empêcher les Hongrois et les Polonais de bénéficier du plan de relance, il faut mieux contrôler ces fonds pour qu'ils aident concrètement les citoyens de ces pays.

Mme Caillol confirme ces dires, en ajoutant que ça serait couper des verges pour se faire battre.

La présidente de séance annonce qu'un compte rendu sera établi et mis en circulation parmi les participants. Un bilan sera fait le 22 octobre en virtuel. Elle exprime ses vifs remerciements aux intervenants et au public, pour la qualité de leurs interventions et pour leur patience vis-à-vis des imperfections techniques de la diffusion. Applaudissements nombreux du public.